

Ecole suisse de Police - Institut de Criminologie de Paris  
Neuchâtel, 7 novembre 1996

## GUÉRILLA ET NARCOTRAFIC : LE PARTI DES TRAVAILLEURS DU KURDISTAN (PKK), EXEMPLE D'ENTITÉ HYBRIDE TERRORISTE ET CRIMINELLE

*François Haut*

Il y a un an, lors de conférences que nous avons organisées à Paris, nous avons montré que le Parti des travailleurs du Kurdistan, le PKK<sup>1</sup> était un exemple de “menace nouvelle”, un mouvement de guérilla dégénéré. Que derrière l'altruisme qu'il veut montrer dans une cause politique, existait un mouvement terroriste des plus violents fondé sur les bases purement criminelles du narcotrafic et de la distribution de drogue en Europe. Certains avaient des doutes... ou des sympathies; le PKK lui même n'a cessé d'émettre des dénégations outragées, se réfugiant derrière son caractère “révolutionnaire”.

Ce qui n'était alors qu'une hypothèse fortement fondée est désormais corroboré. C'est aujourd'hui une évidence et une réalité juridique : en Allemagne, en Belgique, en Grande Bretagne et en France, le PKK apparaît au grand jour comme une entité criminelle sophistiquée. Il accumule à travers ses membres et ses organisations annexes (...) toutes les **poursuites** nécessaires à cette affirmation : extorsion de fonds, trafic d'enfants et pressions en tous genres sur la diaspora kurde, bien entendu, mais surtout désormais trafic de stupéfiants et blanchiment d'argent.

On peut dire que le PKK a érigé le crime en système d'exploitation méthodique de l'Europe : il la considère comme le réservoir destiné à alimenter - dans tous les sens du terme - sa "cause.

"Cause" qui consiste d'ailleurs à saper un pays membre de l'OTAN et associé à l'Union européenne par une guérilla intense aux facettes multiples car, pour le PKK, "La révolution kurde signifie, en même temps, une révolution en Turquie"<sup>2</sup>.

### **I - Quelques données de base sur cette organisation, d'abord, pour montrer les caractères qui lui servent de "raison sociale".**

Au cœur de la "Zone des Tempêtes"<sup>3</sup>, aux confins de cinq Etats se trouve le peuple Kurde, hétérogène, à la recherche d'une identité culturelle et territoriale. Il a engendré l'un des mouvements les plus violents de l'Histoire, le Parti des travailleurs du Kurdistan, le PKK, qui nuit considérablement à ses démarches politiques respectables et légitimes par une ambiguïté soigneusement entretenue.

**Le Kurdistan**, c'est l'aire culturelle kurde. Elle s'étend sur une zone, principalement montagneuse, répartie entre la Turquie (±12 millions d'individus), l'Iran (6 millions), l'Irak (4 millions), la Syrie, (±800 000), l'Arménie (±500 000) et le Liban (70 à 100 000). A quoi il faut ajouter 6 à 700 000 réfugiés ou émigrés en Europe.

**Quant au PKK**, il est issu de la vague maoïste qui atteint la Turquie, comme le reste de l'Europe, vers la fin des années 60. Dès les années 70, les jeunes "maos" turcs, adhèrent, soit à des organisations communistes combattantes, comme "Dev. Sol"<sup>4</sup>, ou la "Gauche révolutionnaire", soit à d'autres groupes favorisant la revendication nationale kurde, tout en étant marxistes-

léninistes. C'est de ce courant que sont issus ceux qui créent le PKK en 1974 où s'impose Abdallah Ocalan, dit "Apo"<sup>5</sup>, 50 ans aujourd'hui. Son objectif, créer l'équivalent kurde des mouvements maoïstes turcs, d'un marxisme-léninisme tout aussi rigide - jusqu'au début de cette année -, pour débarrasser le peuple kurde de son système tribal traditionnel et fonder un Etat communiste indépendant, aussi bien en Turquie qu'en Irak, en Iran et en Syrie.

Méthodes sanglantes, léninisme grossier teinté de nationalisme, culte du chef, férocité aussi bien interne qu'extérieure à l'organisation, rigidité dogmatique - Ocalan à réglemente même la vie sexuelle des militants<sup>6</sup> -, base paysanne, guérilla rurale. C'est une sorte de copie du "Sentier Lumineux" péruvien fondé par Gonzalo Abimaël Guzman.

Les militants du PKK, hors émigration, sont le plus souvent jeunes (18/25 ans) et peu ou pas éduqués : bergers, ouvriers, travailleurs agricoles, chômeurs. Ils sont recrutés souvent de gré, parfois de force et emmenés au Liban, via la Syrie ou dans la zone hors contrôle au nord de l'Irak, voire en Iran<sup>7</sup> ou aux limites de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan et là, ils sont formés à la guérilla dans les camps du Parti. Selon certaines sources, certains seraient même entraînés en Grèce; il y aurait aussi des Allemands.

En amont, le PKK s'est doté en 1984 d'un Front de Libération Nationale, l'ERNK <sup>8</sup>. Egalement présidé par Ocalan, l'ERNK a sa base principale à Athènes, où réside son porte-parole officiel. Au-delà du PKK, ce Front est censé regrouper des associations "patriotiques" en Europe, en Iran et en Syrie. Mais en réalité, l'ERNK n'a pas mordu sur la clientèle des autres mouvements kurdes.

En aval du Parti, l'“Armée populaire de Libération du Kurdistan” (ARGK), mène la lutte armée en Turquie. Venant des bases extérieures, des commandos de quelques dizaines de guérilleros s'infiltrèrent dans les zones isolées du sud-est anatolien; ils attaquent des patrouilles, des villages ou des objectifs économiques. Selon un schéma classique, l'instabilité instaurée, la situation se radicalise et le PKK exploite les réaction des militaires ou des policiers de la région :

- psychologiquement, en tentant de faire basculer les populations montagnardes dans le camp de la guérilla;

- pour sa propagande extérieure en présentant, notamment en Europe occidentale, les dommages de “guerre” subis par les populations civiles, le plus souvent les exactions de la guérilla elle-même, comme des atteintes aux Droits de l'Homme perpétrées par les forces de l'ordre turques<sup>9</sup>.

Selon des experts régionaux crédibles, l'ARGK comptait au début de cette année, de 7 à 10 000 guérilleros, inégalement armés, répartis entre le sud-est anatolien et diverses bases au Liban, en Syrie, en Irak, en Iran et désormais au Caucase. Sans entrer dans un détail fastidieux, il n'y a pas de semaine, en ce moment, sans accrochages violents au sud-est de la Turquie. Ils tournent souvent à de véritables opérations militaires lourdes. Par exemple, le 5 octobre dernier, une véritable bataille, qui vit la mort de 4 soldats et 15 militants du PKK, mettait en œuvre des troupes au sol, mais aussi des hélicoptères “Cobra” et des “F-16 dans la province de Sivas. Guérilla, mais aussi terrorisme urbain. Le 29 octobre, jour de la fête nationale turque, dans la ville de Sivas, un attentat-suicide, le troisième depuis le mois de juillet faisait 5 morts. Chaque fois, il s'est agi de jeunes femmes répondant à

l'exhortation d'Ocalan qui a demandé à ses militants, "à l'image du Hamas", de se transformer en bombes humaines. Ce ne sont pas les seuls.

En janvier 1996, l'ARGK revendique 3 361 actions pour 1995; de leur côté, les autorités turques font état de 3 075 armes saisies avec 767 000 cartouches, 399 lance-roquettes avec 3 419 charges, 4 415 grenades, des mortiers, des obus et des bombes<sup>10</sup>.

Dans ce contexte, on estime à 21 000 le nombre de morts causés par la guérilla du PKK depuis 1984. Pour mémoire, à la même date, on estime que l'ETA est à l'origine de 760 morts depuis 1968<sup>11</sup> et l'IRA 1800 depuis 1970<sup>12</sup>.

On constate là des opérations d'envergure et des moyens considérables qui appellent des interrogations sur leur financement. On y reviendra.

Il est vrai que le PKK entretient avec divers mouvements de libération des alliances régionales. Il bénéficie également du soutien, à géométrie variable certes, de plusieurs Etats. Pêle-mêle, l'Iran, l'Irak, la Syrie, la Libye, mais aussi la Grèce et... la Russie.

On ne s'étendra pas sur cet aspect qui est développé dans le document qui vous a été remis.

S'il est solidement présent en Asie centrale, en Russie et dans les Balkans, le PKK, à une forte implantation militante en Europe.

Outre la lutte armée en Turquie un autre objectif également important du PKK est son implantation en Europe occidentale.

En 1984, la reprise de la guérilla en Anatolie s'accompagne d'une violente offensive en Europe. Le Parti entame une impitoyable reprise en main,

intimidant ou éliminant tous ceux qui sont soupçonnés de collaborer avec la Turquie, y-compris dans ses rangs. Dès 1984, 18 militants du PKK sont expulsés de Suède, pourtant généreuse en matière d'asile politique. Entre la Suède, la Suisse, l'Allemagne, le Danemark et la France, on dénombre une vingtaine de morts entre 1985 et 1987.

L'idée directrice est de contrôler - et d'exploiter - dans toute l'Europe l'importante communauté kurde.

Son objectif prioritaire est l'Allemagne. C'est d'ailleurs là qu'il a implanté sa centrale du "Front européen", sous le nom d'ERNK-représentation en Europe. Il l'a d'abord fait légalement, puis, depuis sa interdiction en septembre 1993, de manière clandestine. Là encore, je vous renvoie aux Notes & Etudes.

Le PKK est présent en France avec 60 à 100 000 Kurdes, ressortissants turcs. Depuis février 1990, où plus de 150 militants du PKK se heurtent aux forces de l'ordre devant le Grand Palais, des manifestations du se produisent à peu près tous les mois à Paris. Dissoutes fin novembre 1993, les associations servant de paravent au PKK, le "Comité du Kurdistan" et "Yek-Kom", se sont reconstituées sous les noms de "Centre d'information du Kurdistan", "Association culturelle des travailleurs kurdes en France" et "Comité national de solidarité avec le peuple kurde". Il y aurait aujourd'hui un millier d'activistes du PKK en France et quelque 5 000 sympathisants actifs.

Le PKK est aussi présent en Suède, au Danemark en Grande Bretagne, en Belgique, aux Pays-Bas et en Italie. Il est *persona grata* en Grèce où le PASOK lui accordait, en 1990, une subvention de 10 millions de dollars.

En Suisse, le PKK semble désormais expérimenter l'intimidation. En novembre 1995, des militants attaquaient un banquet d'amitié helvético-kurde et en février de cette année, la presse signalait l'implantation d'un "centre sportif" dans le bourg de Mont-Soleil.

Hors d'Europe, la propagande du PKK est aussi très active aux Etats-unis et au Canada.

Propagande également, c'est en Europe que le PKK a choisi de faire évoluer, au début de 1995, son "parlement du Kurdistan en exil" itinérant. Fin février, la "commission préparatoire" à la première session de ce "parlement" s'est réunie à Bruxelles, en présence de députés du DEP. La première session effective s'est tenue à la Haye, aux Pays-Bas, au mois d'avril 1995. Etaient présents les 65 "députés", "élus par des Kurdes de la diaspora", selon le Président du Parlement, Yasar Kaya. Parmi ces "députés", 12 membres de l'ERNK, les autres semblant bien être des comparses du PKK.

Trois mois après, une autre réunion s'est tenue, secrètement, à Vienne, malgré le refus des autorités autrichiennes. Depuis, ledit Parlement s'est réuni ou a tenté de se réunir en Russie, au Danemark et en Italie.

Cette implantation musclée, sous couvert de libération nationale et de représentation populaire permet au PKK une exploitation de nos pays à des fins de profit.

**II - Car, puissance polymorphe, le PKK est aussi profondément impliqué dans un narcotrafic et des activités criminelles qui ont de graves répercussions sur nos pays.**

La route naturelle de l'héroïne du Croissant d'Or - source principale de l'Europe, 80% pour les anglais - passe par la Turquie et c'est généralement là qu'elle est transformée. Et le PKK est particulièrement bien placé : contacts dans tous les pays concernés, réseaux locaux et irrigation de l'Europe. D'où son rôle de premier plan dans le narcotrafic, même s'il est loin d'être le seul.

Quantitativement, selon Interpol, la filière turco-kurde représente, en 1994, 2,17 t d'héroïne saisie et 935 personnes arrêtées. En 1995, 3,45t et 1235 trafiquants arrêtés. Cela pour la Turquie : un mouvement important et croissant.

Qualitativement, si l'on peut dire, le trafic d'héroïne du PKK :

- se fait à partir de contacts, eux aussi "politico criminels", entretenus par les séparatistes kurdes avec des clans chi'ites de la vallée de la Bekaa, ou des tribus insurgées du Balouchistan iranien ou pakistanais. Les éléments du PKK implantés en Iran jouent là un rôle central;

- vers la Syrie et le Liban, ce trafic prend la forme d'un troc triangulaire : des voitures de luxe sont volées en Europe, échangées au Proche-Orient contre de l'héroïne, elle-même transformée en espèces ou en armes, selon les besoins. Un même processus impliquant le PKK se déroule également aux confins de la Turquie, du Nakhitchevan et de l'Iran;

- en Turquie même la circulation de l'héroïne, la gestion des laboratoires de production et le transport des produits précurseurs <sup>13</sup> implique plus souvent les réseaux logistiques du PKK <sup>14</sup> que les guérilleros directement impliqués dans la lutte armée. Le trafic est aussi le produit d'une alliance avec les clans criminels turcs, organisations de type mafieux qui partagent des intérêts communs avec le PKK.

Venons-en à l'Europe occidentale.

Quantitativement, à nouveau, la filière turco-kurde représente des saisies de 2,55 t d'héroïne pour 1994 et 672 personnes interpellées et pour 1995, 2,35 t saisies et 550 personnes interpellées. Une relative stabilité.

Mais 1996 marque un tournant important quant à l'implication du PKK. Certes, des militants du Parti d'Abdallah Ocalan avaient été arrêtés en possession de stupéfiants depuis plusieurs années, mais ce trafic tend désormais à prendre un aspect institutionnel. C'est l'implication du PKK en tant qu'entité qui est en cause.

Il semble, en effet que des autorités policières aient pris en compte les avertissements répétés lancés à l'encontre de cette organisation terroriste. Dans de nombreux pays, l'Allemagne, l'Espagne, les Pays-Bas, la France ont pu faire la relation entre trafic de drogue et militants connus ou avoués du PKK. Le racket et la possession d'armes à feu avait également été rencontré en Grande-Bretagne, comme dans les pays précédemment cités. Mais le lien direct avec l'organisation n'était pas établi. Notamment, certains constataient qu'aucune investigation n'avait été faite sur les ressources des satellites du PKK. Cela qui pourrait permettre d'établir le lien avec le trafic de stupéfiants - outre les aspects fiscaux -, sachant qu'en Europe, il a un "turnover" de plusieurs dizaines de millions de F et de nombreux comptes en banque.

Le 18 septembre, la police belge déclenche l'opération "sputnik"; simultanément, Scotland Yard investit les locaux de MED-TV à Londres. Cette opération d'envergure visait la télévision kurde proche du PKK, le Comité du Kurdistan, le parlement en exil ainsi que de nombreux domiciles

d'activistes Kurdes, y-compris ceux d'anciens députés du DEP, désormais interdit.

Quelques jours plus tard, la police allemande procédait de même.

Le fondement de ces opérations : blanchiment d'argent. Le côté criminel de l'entité hybride semble cette fois l'avoir emporté sur le paravent politique.

L'opération est en cours et il est évidemment impossible d'en connaître tous les éléments, encore moins les suites. Mais on peut en préciser le cadre.

MED-TV, ainsi nommée par référence au peuple mède, dont les Kurdes se prétendent les descendants, télévision par satellite destinée au peuple Kurde, a été lancée en mai 1995 avec la bienveillance de l'"Independent Television Commission" de Londres puis de France Telecom et de l'administration américaine. Elle disposait pour cela d'un budget considérable. Au milieu du mois d'août 1995, le projet avait coûté 3,2 millions de dollars et la société MED Broadcasting Ltd affirmait avoir assez de moyens pour continuer à émettre "encore un an ou deux"<sup>15</sup>.

MED-TV se considère comme une "entreprise privée". Paradoxalement, si elle s'est toujours défendue d'avoir des liens avec le PKK, elle a toujours été son vecteur, notamment en diffusant ses communiqués comme les discours d'Ocalan appelant à des attentats-suicide<sup>16</sup>; le terrorisme des mots et des actes ne l'ont pas dissuadée. D'ailleurs, la chaîne, tout en affirmant son indépendance, prétend avoir été créée à l'initiative de la communauté kurde d'Europe "dont beaucoup de membres soutiennent le mouvement nationaliste sans avoir de liens institutionnels avec lui"<sup>17</sup>. Propos cyniques, on le verra.

Mais ce ne sont pas des éléments d'opinion ou de censure qui ont suscité l'intervention des autorités.

L'opération a été consécutive à la saisie au Luxembourg de 350 millions de F qui lui appartenaient, provenant, selon la police, du trafic de drogue, d'armes et d'êtres humains.

Déjà, depuis février, un homme d'affaires canadien, est incarcéré à Luxembourg pour avoir tenté de blanchir de l'argent, présumé, pour la police luxembourgeoise, provenir du trafic de stupéfiants, en transférant du liquide d'une banque chypriote à la Banque continentale. Il a avoué agir pour le compte de MED-TV moyennant une commission.

Les opérations du mois de septembre ont permis la découverte de documents contenant les nom d'hommes d'affaires et sociétés turques en Belgique subissant les extorsions de fonds du PKK pour des sommes représentant 300.000FB par mois. Il s'agit sans doute là du "soutien" mentionné plus haut...

Cela a permis d'estimer les sommes mensuelles extorquées en Europe à 250 million de DM mensuels.

Autre résultat de l'opération, il apparaît que le PKK conduit ses activités à travers une quinzaine de sociétés en Belgique servant à blanchir l'argent illégalement recueilli. Pour les autorités, il s'agit d'une délocalisation consécutive l'interdiction en Allemagne en 1993 et à la relative bienveillance dont à fait preuve la Belgique jusqu'à ce jour et à ses alliances locales avec l'extrême gauche, le Parti du Travail. Il est toujours fait référence à l'extorsion, au trafics de drogue et d'armes. Mais il faut également ajouter le trafic d'enfants, sujet particulièrement sensible en ce moment. Toujours dans

le cadre de l'opération "Sputnik", il serait apparu, selon "Le soir" de Bruxelles<sup>18</sup> que le PKK aurait enlevé des enfants et des adolescents en Allemagne pour leur faire subir un lavage de cerveau et un entraînement terroriste en Belgique. Quatre de ces enfants auraient été trouvés dans les locaux de MED-TV à Bruxelles.

Les opérations de Grande Bretagne, qui ont entraîné l'arrêt des émissions de MED-TV pendant plus d'un mois, et en Allemagne ont également permis de découvrir de nombreux documents ainsi que de l'argent.

Sans préjuger les suites de cette affaire, l'honorabilité derrière laquelle se sont toujours réfugiés les séides du PKK semble désormais très compromise; qu'il s'agisse du vecteur de communication ou du Parlement en exil, comme des diverses associations ou sociétés écrans. Le mouvement qui s'est déclenché, malgré les pressions et les menaces, doit se poursuivre et être encouragé.

Mais dans le même temps, d'autres activités criminelles du PKK apparaissaient au grand jour.

En Grande-Bretagne, 1995 connaissait des saisies record d'héroïne, dont une seule en provenance de Turquie de 198 Kg. La sentence rendue en cette affaire, au mois d'août de cette année, révélait qu'il s'agissait d'une filière tchèque de militants du PKK et que l'argent aurait servi à financer le Parti, une bagatelle de 90 millions de dollars au prix de la rue. Le juge de Southwark, dans un contexte plutôt clément infligeait pourtant des peines de prison particulièrement lourdes, s'étageant de 20 à 30 ans, les assortissant de cette réflexion : "Je l'ai déjà dit et je le répéterai : les drogues dures sont le cinquième cavalier de l'apocalypse moderne".

En Allemagne, à la mi-octobre, trois dirigeants du PKK de Bavière étaient jugés, en tant que tels, pour meurtre et “une longue liste de crimes” accomplis entre 1993 et 1995, y-compris racket et incendies volontaires.

- La France enfin n'est pas en reste. En 1993, l'acte de dissolution de Yek-Kom et du Comité du Kurdistan se fondait sur le caractère politique et violent de ces associations qui présentaient “le caractère de groupes de combat ou de milices privées en raison de la formation paramilitaire dans des camps d'entraînement, de l'obéissance et de la discipline auxquelles leurs membres sont soumis, de l'intention séditeuse qui les caractérise et qui les rendent aptes à des actions de commando...” ils “se livrent sur le territoire français, ou à partir de ce territoire à des agissements visant à provoquer des actes de terrorisme en France ou à l'étranger”.

Aujourd'hui en France, comme en Angleterre, en Belgique et en Allemagne, c'est l'aspect criminel du PKK qui est prédominant.

Le 31 octobre, une trentaine de personnes, en majorité de nationalité turque, étaient interpellées. Il s'agissait d'une immense escroquerie touchant environ 150 victimes, assortie de trafic d'armes... et de stupéfiants. L'escroquerie est estimée à 40 millions de F.; la drogue saisie représenterait une valeur marchande de 20 millions. Pour les enquêteurs, qui travaillaient sur cette affaire depuis dix-huit mois, tout cela était fait au bénéfice du PKK.

- Alors, si le PKK a pu séduire certains, s'il a pu faire croire qu'il était le champion de la cause kurde, il faut bien voir que c'est tout le contraire; il a bien su jouer de l'amalgame. Ce n'est pas lui qui négocie la paix aujourd'hui; c'est lui qui commet des attentats suicide en Turquie. Pourquoi pas en Europe, comme il a menacé de le faire<sup>19</sup>. D'ailleurs le “festival de la paix du

Kurdistan” de la fin du mois de septembre, à Cologne, avec les messages de l’ERNK, d’Ocalan et de prisonniers politiques, avait plutôt un air d’appel à la lutte.

Une lutte, c’est désormais une évidence, que le PKK finance par des activités criminelles en Europe. Au détriment de l’Europe. ■

---

<sup>1</sup>: Partiya Karkaren Kurdistan

<sup>2</sup>: 5ème congrès du Parti, “Résolution sur la révolution en Turquie...”, 28 juin 1995.

<sup>3</sup>: Cf. la conférence organisée conjointement par l’ICP et le Forum du Futur le 20 novembre 1995, “Forum du Futur”, 1995-1996, p32 s. “Aux confins des empires, Balkans, Caucase, Asie centrale sont les points de contact des plaques tectoniques de l’Europe et de l’Asie mais aussi l’épicentre de l’Eurasie. Au cœur de l’arc turcophone, la route de la soie traverse désormais la nouvelle “Zone des tempêtes”... entre empires et Balkans.”

<sup>4</sup>: Aujourd’hui, “Devrimci Halk Kurtulus Partye” (DHKP/C).

<sup>5</sup>: De “Apocular”.

<sup>6</sup>: “Hurriyet”, 30/9/96.

<sup>7</sup>: La présence de ces camps a été récemment dénoncée par une délégation turque en visite à Téhéran. “Sabah”, 30 septembre 1996.

<sup>8</sup>: Eniya Ruzgariya Netwa Kurdistan

<sup>9</sup>: Cf, par exemple, “The European” du 11 janvier 1996.

<sup>10</sup>: Respectivement 31, 1 964 et 131.

<sup>11</sup>: AP, 20/5/96.

<sup>12</sup>: AP, 17/5/96.

<sup>13</sup>: comme l’anhydride acétique.

<sup>14</sup>: “Planques”, assistance aux blessés, approvisionnement, recueil de l’“impôt révolutionnaire”, etc.

<sup>15</sup>: AP, “Kurds pioneer broacasting to ethnic groups without homeland”, 14 août 1995.

<sup>16</sup>: Par exemple le 20 mars 1996.

<sup>17</sup>: Amir Hassanpour, MED-TV, Britain and the Turkish State : a stateless Nation quest for sovereignty in the sky, Freie Universitat Berlin, 7 novembre 1995.

<sup>18</sup>: 30 octobre 1996.

<sup>19</sup>: Die Zeit, 4 avril 1996